



Par Sacha Wigdorovits

Peut-on critiquer le gouvernement suisse ? Bien sûr, et il y a toujours de bonnes raisons de le faire. Peut-on critiquer le gouvernement allemand ? Tout aussi clairement : oui. D'autant plus qu'il existe actuellement des raisons encore meilleures et plus fréquentes de le faire que pour le Bundesrat. Peut-on critiquer le gouvernement américain ? Mais bien sûr, surtout maintenant, parce que le président Donald Trump a certes pris le régime islamofasciste des mollahs à Téhéran à la gorge, mais a hésité à serrer la vis de manière décisive.

Peut-on critiquer le gouvernement israélien ? Absolument, car il y a aussi des raisons légitimes de le faire, telles que

- de ne pas avoir empêché le massacre du 7 octobre 2023 ;
- le traitement préférentiel injuste accordé aux juifs ultra-orthodoxes, qui sont toujours dispensés du service militaire obligatoire, mais bénéficient en revanche de plusieurs millions de subventions ;
- la nouvelle loi sur la peine de mort, plus sévère, qui ne s'applique en Cisjordanie qu'aux terroristes palestiniens et non aux colons d'extrême droite.

Mais qui remet en question le droit à l'existence de notre pays à cause de ses critiques contre le gouvernement suisse ? Qui, parce qu'il est mécontent du chancelier Friedrich Merz, demande que l'Allemagne soit rayée de la carte ? Et qui en veut au président Donald Trump au point de demander l'abolition des Etats-Unis pour cette raison ?

Personne ! Mais dans le cas d'Israël, cette demande est constamment formulée. Pas seulement à Gaza et en Iran. Mais aussi dans les rues européennes et dans les universités européennes et américaines.

Cet appel « from the river to the sea » à la destruction d'Israël n'a rien à voir avec la politique de l'actuel gouvernement d'extrême droite de Benjamin Netanyahu. Il n'a qu'une seule raison : on ne veut pas d'Israël ! Les Palestiniens n'en veulent pas



## Les « anti-israéliens » sont antisémites

parce qu'ils revendiquent cette terre pour eux-mêmes. Les islamistes radicaux veulent l'extermination des Juifs en tant que tels. Les gauchistes européens et américains actuels voient en Israël une construction post-coloniale qui doit être annulée.

Cela fait de ces opposants à Israël tous des antisémites. En effet, depuis sa création en 1948, Israël est un État juif – et le seul au monde. C'est sa vocation depuis le début. Par conséquent, ceux qui nient à Israël le droit d'exister, comme le font les propagandistes « anti-israéliens » de la gauche, des Palestiniens et des islamistes, nient aux Juifs le droit à l'autodétermination. C'est antisémite.

Il en va de même pour une autre catégorie de critiques : ceux qui jugent Israël selon des critères beaucoup plus stricts que tous les autres pays (démocratiques). Ce double standard est particulièrement évident à l'ONU. Les régimes injustes de Corée du Nord, d'Iran, de Myanmar ou de Syrie n'y sont presque jamais condamnés, et encore moins les gouvernements russe ou chinois. Pourtant, Israël est constamment condamné dans des résolutions, le plus souvent avec la complicité bienveillante de la Suisse. Et au sein du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, qui ne mérite même pas son nom, Israël est le seul Etat à bénéficier d'un point permanent à l'ordre du jour.

Le qualificatif « antisémite » est également justifié pour les critiques qui diabolisent l'État juif, comme c'est devenu une pratique courante, en particulier en Europe, et plus particulièrement en Espagne.

La guerre de Gaza l'a montré de manière exemplaire. L'organisation terroriste Hamas est à l'origine de cette guerre et des nombreuses victimes civiles. En effet, il a pris la population civile comme bouclier et a caché ses centres de commandement dans des écoles et sous des hôpitaux. En revanche, avant chaque attaque, Israël demandait à la population civile de Gaza, par SMS, tracts ou annonces par haut-parleurs, de quitter la zone concernée afin d'éviter autant que possible les victimes civiles.

Pourtant, chez nous, de nombreux hommes politiques, pour la plupart de gauche, ont accusé Israël de génocide à Gaza – ce que les experts en droit international nient. L'État juif a ainsi été diabolisé comme étant cruel et inhumain. Cela est considéré comme de l'antisémitisme selon la définition de l'International Holocaust Remembrance Alliance IHRA, qui est également reconnue comme un guide en Suisse.



Les « anti-israéliens » sont antisémites

La conclusion est donc la suivante : La critique du gouvernement israélien est tout à fait légitime. Mais celui qui est fondamentalement « anti-israélien » et qui, par conséquent, mesure l'État juif avec d'autres coudées que les autres, le diabolise ou lui dénie carrément le droit d'exister, est un antisémite ! Sans hésitation.

[Ce commentaire a d'abord été publié dans « Die Weltwoche](#)

---

Sacha Wigdorovits est président de l'association Fokus Israel und Nahost, qui gère le site [www.fokusisrael.chbetreibt](http://www.fokusisrael.chbetreibt). Il a étudié l'histoire à l'université de Zurich et a été journaliste, notamment correspondant aux États-Unis pour la SonntagsZeitung, rédacteur en chef adjoint de la LNN et rédacteur en chef du BLICK. Plus tard, il a cofondé le journal pour pendulaires 20minuten.